



A MANCA

SUCIALISIMU DEMUCRATICU E AUTOGESTIUNARIU

www.a-manca.org

- Contribution NPA -

2ème Cordination Nationale NPA, La plaine saint denis, les 8 et 9 novembre 2008

A l'heure où les relais Sarkosystes de l'assemblée de Corse tente d'imposer un Plan d'Aménagement et de Développement (dit) Durable de la Corse (PADDUC), projet capitaliste qui engagerait notre pays pour vingt ans de spéculations et de tout tourisme, il paraît indispensable de rejeter avec la plus grande fermeté la vocation touristique que les bourgeoisies françaises et européennes ont assigné à notre pays.

Nous voulons inscrire la lutte d'émancipation du peuple corse dans le cadre d'une Europe solidaire des Peuples et des Travailleurs.

Face à la crise financière actuelle, crise structurelle inhérente au fonctionnement du Capitalisme, les classes possédantes font payer aux prix fort leurs contradictions, aux classes populaires, après des décennies de spoliation de richesses et de destructions de ressources naturelles et sociales.

A contrario, nous voulons donner à cette crise une réponse crédible à l'échelle de l'Europe et de la Méditerranée, qui se traduirait par un plan d'Urgence basé sur une réappropriation des richesses produites par le monde du travail et dans une perspective de développement véritablement respectueuse de l'environnement.

Les militants anti-capitalistes corses entendent faire la démonstration de leur solidarité internationaliste et de leur implication dans les luttes impulsées par le Nouveau Parti Anticapitaliste.

Par cette contribution, A Manca Naziunale entend également déconstruire le discours médiatique sur la situation actuelle de la Corse, discours directement à l'origine d'un sentiment corsophobe qui affecte désormais une grande partie du monde du travail en France.

C'est pourquoi nous aborderons des questions politiques centrales dans la construction du Nouveau Parti Anticapitaliste, mais en les mettant en relations avec les réalités qui sont celles du monde du travail au quotidien en Corse.

Dans le contexte d'une double exploitation issue à la fois des rapports de production capitalistes et de la tutelle coloniale française, le peuple corse doit inscrire la reconquête de ses droits fondamentaux dans le cadre d'une voie corse au socialisme qui s'inspire à la fois de son histoire et de l'apport du mouvement ouvrier international. Nous proposons au NPA d'intégrer solidairement dans une plate-forme programmatique anticapitaliste les points suivants spécifiques sur la question Corse :

- ✓ Droits politiques et démocratiques du peuple corse
- ✓ Droits économiques et plan de développement alternatif en Corse
- ✓ Droits sociaux et plan d'urgence pour les travailleurs
- ✓ Internationalisme, Europe et Méditerranée

Droits politiques et démocratiques du peuple corse

Droit à l'autodétermination

A Manca Naziunale est une organisation Communiste qui lutte depuis sa création, pour le droit du peuple corse à l'autodétermination, position de principe qui a toujours été défendue par la LCR en France. L'Europe que nous voulons construire doit être une Europe des Peuples solidaires donnant toute leur place aux Nations sans Etat.

Le droit à l'autodétermination est un processus visant à lever les tutelles qui rendent impossible la libre détermination et toute solution politique correspondant aux légitimes aspirations du peuple corse. Ce processus passe par la re-conquête de droits politiques. Cette revendication démocratique correspond aujourd'hui à une véritable aspiration populaire puisque 51% des corses se déclarent favorable à une autonomie de décision et de gestion.

Par ailleurs, la définition d'un corps électoral corse, d'où seraient exclues les forces d'occupation et qui serait basé sur une citoyenneté ouverte, à l'instar du modèle catalan, rétablirait la légitimité et la validité démocratique des scrutins électoraux.

Pouvoir législatif et Citoyenneté corse

Le rattrapage historique que doit réaliser la Corse consiste aussi à se défaire définitivement de pratiques clientélistes moyen-âgeuses et des diktats imposés par l'Etat Français à travers sa tutelle politique : le Service Général des Affaires Corses.

Ces pratiques empêchent le débat public et toute politique alternative, elles sont renforcées dans le cadre de l'Assemblée de Corse (Collectivité Territoriale de Corse) par la confiscation du pouvoir qu'opèrent les classes parasites.

Dans l'institution actuelle de la C.T.C, des réformes doivent être réalisées d'urgence. Le transfert des compétences nationales ou européennes au bénéfice de la C.T.C dans le cadre de la décentralisation ou du principe de subsidiarité, ne peut s'entendre sans un transfert parallèle de tous les moyens financiers correspondants.

Sans pouvoir législatif pouvant permettre au peuple corse d'intervenir directement sur ses choix économiques, sociaux, culturels et fiscaux, aucune alternative ne sera possible.

Droits de l'homme et question des prisonniers politiques

L'Union Européenne doit imposer la fin des mesures d'éloignement concernant les prisonniers politiques, qu'ils soient basques, corses ou irlandais.

En raison de l'insularité, les gouvernants font subir aux proches des prisonniers le principe réactivé et ignominieux de la double peine. Les droits de visite deviennent un poids financier pour les familles, ce qui isole d'avantage les prisonniers.

Par ailleurs, le quadrillage policier de la Corse (1 policier pour 90 habitant au lieu de 1 pour 150 en France) et les atteintes répétées aux droits de l'homme (fichage ADN systématique des militants politiques et leur proches) doivent cesser. La solidarité face à la répression n'est pas un principe modulable en fonction de l'appartenance ethnique, que l'on soit Kanak, Palestinien ou Corse.

Langue et Culture corse

L'Union Européenne doit obliger tous ses membres à ratifier la charte des langues minoritaires que la France n'a toujours pas avalisé du fait de la montée au créneau d'une des plus réactionnaires de ses institutions, l'Académie française.

Elle doit reconnaître le capital culturel spécifique des différentes aires régionales qui la composent et refuser la hiérarchisation des langues, manifestation de l'impérialisme culturel des nations coloniales.

La langue corse, socle de notre identité nationale commune, doit bénéficier pour sa diffusion et son développement des moyens institutionnels adéquats.

Pour cela, elle doit être rendue obligatoire de la maternelle à l'Université : les postes nécessaires à cet enseignement doivent donc être créés en conséquence.

Toute personne vivant et travaillant sur le sol corse à l'amélioration des conditions de vie du Peuple corse doit posséder et transmettre la langue, vecteur irremplaçable de la culture et de l'unité d'une nation vivante, ouverte et en construction. Ce modèle de communauté de destin que nous revendiquons fonctionne très bien en Catalogne.

Politique spécifique d'aménagement du territoire

La Corse dispose d'un territoire spécifique alliant Montagne et Insularité. Les rapports sociaux actuels sont encore fortement influencés par une organisation sociale villageoise de type agro-pastorale. Comme dans d'autres régions rurales européennes la Corse a connu un exode de population massif en direction des littoraux urbanisés et de pays étrangers. En l'espace d'un siècle, des microrégions ayant des densités de population et des volumes de production agricole très importants se sont transformé en désert. Ces déserts ruraux sont livrés actuellement à une pression spéculative foncière et immobilière ou des européens fortunés imposent une mise en coupe réglée des bassins de vie sur fond de rythme exponentiel de construction de résidence secondaires. Cette colonisation de peuplement économique pourrait déboucher sur une réaction violente.

Nous pensons qu'il faut imposer un rééquilibrage Mer Montagne en préservant les services publics socialement utiles dans toutes les microrégions. La question centrale est la question de la Terre. Compte tenu de revenus moyens inférieurs et de l'arbitraire de l'offre et la demande imposé par le marché capitaliste, les jeunes corses sont majoritairement dépossédés de l'accès au logement dans leur propre territoire d'origine et les jeunes agriculteurs n'ont plus accès aux terres agricoles de plus en plus déclassifiées par des élus directement intéressés à des opérations spéculatives.

Un pouvoir législatif permettrait au peuple corse de se doter d'une loi sur la terre garantissant la possibilité de vivre et travailler au pays à tous les jeunes corses qui le souhaitent, loi s'articulant avec un droit de préemption d'un Office Public Foncier, un Code des investissements (voir plus loin) et un statut protégé accrus pour les terres agricoles et les espaces naturels collectifs à préserver.

L'Europe que nous voulons doit promouvoir une politique de préservation de l'intérieur comme du littoral (loi littoral, loi montagne et natura 2000 entre autres).

Droits économiques et plan de développement alternatif en Corse

Maîtrise de ses infrastructures stratégiques par le peuple Corse

La Corse a la possibilité de mettre en place un appareil de production énergétique dans une optique de satisfaction la plus élevée possible des besoins insulaires. Les infrastructures basées sur les énergies renouvelables (Hydraulique, Solaire, Eolien, Maré motricité) doivent être prioritairement financées et placées sous le contrôle de régies publiques. L'indépendance énergétique est un objectif stratégique.

Sous l'égide du pouvoir UMP la privatisation des transports publics s'est accélérée en Corse : Après la casse et le bradage de la compagnie publique maritime (SNCM) de réelles menaces pèsent sur la compagnie aérienne régionale, ainsi que la perspective de réduire le service public des transports à un service minimum en dehors de la saison touristique. Ainsi, par exemple, le positionnement de la compagnie low cost « Easy Jet » en Corse participe à la dégradation des conditions de vie et de travail puisque l'exacerbation de la concurrence qu'il implique constitue une menace pour le maintien en place des personnels de la CCM.

Par l'obtention d'un véritable pouvoir territorial, la CTC doit imposer des cahiers de charge respectant les outils de travail et les acquis sociaux dans le cadre de compagnies de transports publics régionales. Un service public de transport intérieur pourrait également voir le jour, intégrant les petits transporteurs sur des contrats d'objectifs et de moyen.

L'eau est aujourd'hui un enjeu stratégique au niveau mondiale. La Corse dispose de cette richesse en abondance (9 milliards de m³ d'eau douce par an dont seulement 0,22 % sont exploitées). La TransNationale Veolia tente de s'emparer de cette ressource sur notre territoire, dépossédant la Corse d'une de ses principales ressources et aggravant, par l'opacité de sa gestion, le coût de la vie pour les insulaires. L'eau doit demeurer un bien collectif du peuple corse et être exploitée par des régies publiques.

Démocratisation des circuits de distribution et des circuits financiers

C'est la situation de monopole de quelques éléments de la Bourgeoisie Marchande corse sur tous les circuits de distribution et les secteurs de l'agro-alimentaire et du BTP qui est directement à l'origine de niveaux de prix élevée (en dépit du dispositif de continuité territoriale de 183 millions d'euros). Nous proposons la mise en place généralisée de marchés de producteurs et de centrale d'achats sous contrôle public.

Nous souscrivons à l'idée d'un service bancaire unifié crée à l'échelle des Etats comme de l'Europe, service placé sous le contrôle des salariés, usagers et consommateurs. Il est indispensable de lever le secret bancaire afin de mettre un terme aux investissements maffieux en Corse comme ailleurs.

Un pouvoir législatif permettra au peuple corse de se doter d'outils de contrôle démocratiques sur la nature et l'origine des flux financiers et d'un code des investissements, vieille revendication du mouvement national.

Par ailleurs le produit fiscal issu de taxes sur les investissements, les monopoles (loi anti-trust) et de résidence, dégagera des fonds structurels publics, fonds qui seront également alimentés par l'épargne populaire dont le niveau est très important en Corse mais qui profite majoritairement à des investissements extérieurs.

Renforcement de l'appareil de production agricole

L'Union Européenne doit cesser de cantonner la Corse à une mono activité touristique et tout au contraire valoriser et soutenir la mise en œuvre d'une économie productive, et prioritairement le secteur agricole (Elevage et Culture).

La Corse dispose d'un cheptel spécifique, d'une faune et d'une flore endémique, de savoir faire traditionnel et de terres agricoles à très forte potentialité. Il est aberrant d'importer 90% de ce que nous consommons à des niveaux de prix très élevés qui plus est. La mise en place de marchés de producteurs sur Aiacciu, initiative à l'origine d'une proposition d'A Manca Naziunale a permis de vérifier auprès de 1500 personnes issues d'un quartier populaire et d'une vingtaine de producteurs, que les productions corses (Viande, Charcuterie, Fruits et Légumes, Miel) pouvaient répondre aux besoins courants des populations et permettre aux producteurs de vivre dignement de leur travail.

Cette économie doit également être axée autour de filières labellisées (recherche de la qualité par les AOC dans la filière vinicole, la viande bovine, le miel, la châtaigne ou encore les fromages corses par exemple...).

Les aides doivent être soumises à des objectifs de production planifiés. Cette alternative aux « primes d'assistantat clientéliste » pourrait être portée par le biais des chambres d'agriculture et ce à travers des dispositifs innovant : des Contrats Publics de Production.

La filière bois est un secteur pratiquement inexploité en Corse, alors que la gestion des forêts a été transférée à la C.T.C. Nos forêts n'ont pas pour seule vocation à devenir des parcs de promenades voués au tourisme. Une gestion rationnelle d'essences de qualité permettrait de renforcer les filières de production matériaux de construction et combustibles pour le chauffage.

Ré-équilibrage de l'économie insulaire au profit d'un tissu productif durable

Le secteur du Tourisme ne profite qu'à une infime minorité de la population corse, la main d'oeuvre estivale étant souvent d'origine extérieure (90% des employés saisonniers ne résident pas en Corse) et le niveau de salaire est de plus en plus bas. Une autre politique du tourisme doit étaler les flux touristiques sur l'année afin de limiter la pression démographique sur les ressources naturelles (eau, énergie) et financières (collectes des déchets, entretien des réseaux de communication), elle permettra en outre de réduire la saisonnalité de l'emploi qui affecte 9000 travailleurs sur 15 000 dans ce secteur en Corse.

Le traitement des déchets doit générer une petite industrie basée sur le recyclage à vocation industrielle (matières premières), agricole (compost) et énergétique (production de Gaz).

La Corse est idéalement placée, du fait de sa faible démographie, pour tester à l'échelle de toute une population des technologies innovantes et non polluantes dans les domaines des transports intérieurs et du bâtiment. En synergie avec l'Université de Corse, l'ingénierie et la recherche publique doivent être soutenues afin de mettre en place des unités de productions de hautes technologies.

Droits sociaux et Plan d'urgence pour les travailleurs

Smic indexé sur le coût de la vie

Le revenu annuel moyen par habitant en Corse (15 661 € / Hab.) traduit un niveau de salaire le plus bas après le Nord pas de Calais. Si l'on se réfère à la part du revenu du patronat supérieure en Corse à la moyenne nationale française, les écarts salariaux sont de 10 à 15 % dans le secteur privé par rapport au niveau de salaire moyen français. La Corse a le plus faible PIB par habitant. Dans le même temps le niveau de prix de biens de consommation courants est de 11 % supérieur à la moyenne nationale française (6% supérieur à Paris intra-muros). A l'heure actuelle, un travailleur corse du secteur privé à compétence et travail égal peut avoir un niveau de vie inférieur de 20 % à un travailleur français.

Cette précarisation à l'échelle de masse n'est pas sans conséquences :

- Explosion du secteur économique informel et de trafics divers (Drogue, Prostitution, Travail dissimulé)
- Délitement du lien social, repli communautaire et mal-être généralisé (Suicide, Toxicomanies, Etat sanitaire général très dégradé)

Le financement d'un SMIC européen de 1500 euros net et un relèvement de tous les minima sociaux correspondent à une urgence vitale. En Corse ces dispositifs doivent s'accompagner d'une généralisation d'une prime compensatrice provisoire indexée sur le coût de la vie jusqu'à la stabilisation des prix.

Les travailleurs de la terre, quel que soient leurs origines, doivent également bénéficier des mêmes dispositifs. Le coût social pourrait être compensé par une aide sur le transport des marchandises et une mise à disposition gratuite de l'ingénierie publique corse.

Maintien des services publics socialement utiles

Le Peuple corse doit pouvoir garder le contrôle public et démocratique des secteurs stratégiques sur le plan social que sont par exemple les transports, la santé, l'éducation ou encore la Poste. Nous nous inscrivons pleinement dans les luttes contre les privatisations et la diminution des budgets publics, lutte menée à l'échelle française et Européenne.

Nous militons pour la mise en place progressive d'une fonction publique corse territoriale qui ne serait pas soumise à des normes totalement inadaptées à la réalité de la Corse, tout en conservant les statuts et acquis en termes de protection de l'emploi et grilles salariales. Nous entendons limiter ainsi le poids d'un encadrement de type colonial et soumettre les services publics rendus à notre peuple aux véritables besoins de celui-ci, dans le respect de son identité culturelle, ce qui suppose l'intégration d'un module langue et culture corse dans tous les concours.

Dans le secteur spécifique des transports, Romano Prodi a fait savoir que la dérogation dont bénéficie encore la Corse en matière de délégation de service public, prendra fin en 2011.

Nous refusons catégoriquement cette Europe de la privatisation des services publics.

Rétablissement des droits sociaux fondamentaux

Les droits fondamentaux suivants doivent figurer au centre de notre programme :

- Droit au logement
- Droit à la santé
- Droit à l'éducation
- Droit à l'information
- Droit au travail
- Droit au transport

Leur application pleine relève d'une volonté politique car les moyens existent :

- Orientation des investissements publics sur la construction de logements sociaux
- Gel des loyers et arrêt des expulsions
- Gel des terrains constructibles et définition d'un plan d'occupation des sols correspondant à l'intérêt général
- Rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement
- Gratuité réelle de l'enseignement et de la formation professionnelle
- Gratuité des transports pour les plus bas revenus
- Gratuité de l'accès aux soins de qualité pour les plus bas salaires et les personnes aux ressources insuffisantes
- Accès gratuit à un service public d'information ainsi qu'aux nouveaux moyens de communication

Citoyenneté corse et droits sociaux étendus

Un travailleur victime de l'émigration économique comme l'ont connus des milliers de corse et mettant sa force de travail au service de notre devenir collectif doit pouvoir avoir accès aux droits politiques et sociaux sur notre Terre. C'est pourquoi A Manca Nazionale combat avec la plus détermination fermeté la politique dite de l'immigration choisie prônée par l'axe Rome-Paris.

Cette régulation musclée des flux migratoires réalisée en France à grands renforts de charters par le tristement célèbre Brice Hortefeux, s'inscrit dans la logique sécuritaire qui a présidé à la création de l'espace européen dit espace Schengen, dénoncé par notre organisation dès la première heure.

Sur le sol corse, les populations issues de l'immigration doivent pouvoir bénéficier du droit de vote, des mêmes droits sociaux et aussi pouvoir s'inscrire pleinement dans l'élaboration d'un corps électoral corse en actuellement en construction.

Par ailleurs, aux dérives communautariste les militants anti-capitalistes corse font la promotion d'une communauté de destin corse d'où les comportements sexistes, racistes, fascistes et discriminatoires serait bannis. Nous convenons la citoyenneté corse comme une adhésion à un contrat de vie collectif basée sur la laïcité, le respect des identités et la sauvegarde de la nation Corse.

Internationalisme, Europe et Méditerranée

Internationalisme : Solidarité entre les travailleurs de France et de Corse

La nation Corse est une communauté vivante intégrée par la force à l'espace politique français. Aucune capitulation n'ayant été signée, la situation juridique du point de vue du droit bourgeois international est floue, la Corse étant toujours juridiquement rattachée à la Monarchie Espagnole.....

Du point de vue des principes anti-impérialistes qui nous animent nous considérons que notre peuple a le droit de disposer de lui-même, car il est distinct de l'Etat français par l'histoire, la géopolitique, la culture et la langue.

Les niveaux de luttes et leurs développements contemporains n'ont pas permis au mouvement ouvrier français d'intégrer la question du droit à l'autodétermination du peuple Corse. Le PCF en Corse, trahissant Jean Nicoli, chef de la résistance communiste en Corse, mort selon son testament politique « pour la tête de maure et la fleur rouge » a refusé de s'inscrire, comme ce fut le cas aux Antilles et à la Réunion, dans la lutte démocratique d'émancipation nationale.

Les dérives des directions de droites nationalistes corses, instrumentalisées par les gouvernements successifs ont entachés durablement les relations internationales avec la gauche française et les médias nationaux ont achevés de décrédibiliser une lutte d'émancipation légitime au yeux de l'opinion publique française et du monde du travail en faisant de chaque corse un privilégié, un assassin et un raciste.

Nous appelons solennellement les travailleurs français et les militants anti-capitalistes au premier chef à renouer avec les traditions anti-impérialistes du mouvement ouvrier et à soutenir la lutte d'émancipation du peuple corse, au même titre que nous participerons pleinement aux luttes sociales communes à venir.

Pour une Méditerranée des peuples

L'espace géopolitique naturel de la Corse, c'est la Méditerranée. Le Projet d'Union de la Méditerranée initié par Nicolas Sarkozy est aux antipodes de notre conception des relations avec les autres peuples de Méditerranée.

La vision capitaliste de la Méditerranée propose :

- d'accroître le quadrillage militaire de nos espaces maritimes dans une logique de bipolarisation Nord-Sud.
- de renforcer la coopération avec les Etats pour mieux contrôler et museler les peuples et les travailleurs.
- de reléguer les populations du Sud méditerranéen à la périphérie en leur imposant des schémas de développement basé sur le tout-tourisme.

Nous refusons ces politiques et proposons une coopération accrue entre les peuples de Méditerranée en favorisant des échanges économiques, culturels et une démilitarisation de notre espace commun. Ces échanges pourraient s'établir durablement par la création d'une Assemblée des Peuples de la Méditerranée. Nous refusons que la Corse continue de servir de Porte Avion aux opérations de polices impérialistes sur le Continent Africain. Nous avons été solidaires du peuple Sarde dans sa mobilisation contre la base US de la Maddalena, nous en appelons à la mobilisation contre la Base OTAN de Sulinzara et la présence du 2^{ème} REP à Calvi.

Assemblée Européenne : Faire entendre la voix du peuple corse

Le peuple corse ne peut plus être instrumentalisé au gré des manœuvres de politique intérieure française, des manipulations des fractions de l'Appareil d'Etat et d'une propagande médiatique efficace. Nous voulons donner une autre image aux travailleurs de tous les pays et montrer que notre intelligence collective peut aussi produire du sens et des propositions ayant un caractère universel. Nous en appelons donc à votre solidarité politique. La perspective la plus concrète qui pourrait nous aider à atteindre cet objectif est le prochain scrutin des élections européennes en 2009.

A Manca Naziunale propose l'intégration sur la liste de la Circonscription du Sud-Est en 2^{ème} position d'un candidat d'ouverture qui fédérerait les forces anticapitalistes et patriotiques en Corse et jouissant d'une réelle légitimité et popularité. Cette présence d'Alain Mosconi, responsable du Syndicat des Travailleurs Corse et de surcroît militant de la cause nationale Corse sur une liste du NPA en vue des élections européennes 2009, est une proposition portée par A Manca Naziunale auprès de nos camarades français du Nouveau Parti Anti-capitaliste.

C'est en effet dans la continuité de l'esprit de la campagne du NON à la Constitution bourgeoise européenne de 2005 qu'A Manca Naziunale entend donner au monde du travail en Corse la possibilité de faire entendre ses revendications spécifiques et de s'inscrire également dans les combats internationalistes.

Il appartient à tou(te)s les camarades de bien mesurer les enjeux. La question de la survie d'un peuple n'est pas une question politique de troisième ordre. En donnant une suite favorable à cette proposition vous donnerez une dimension politique à nos revendications dans le droit fil de vos engagements anti-colonialistes qui ont plus d'une fois rendu de son honneur au mouvement ouvrier.

Nous vous communiquons cette contribution aujourd'hui pour apporter notre pierre à l'édification du Nouveau Parti Anti-Capitaliste en France et vous éclairer sur la situation de notre pays. A Manca Naziunale, organisation anti-capitaliste corse souveraine a la légitimité pour le faire.

Dans la tradition des solidarités effectives dans les périodes cruciales de nos histoires, dans la continuité de la participation des patriotes corses à la convention révolutionnaire française de 1789, dans la poursuite de liens fraternels et anciens avec la Ligue Communiste Révolutionnaire, nous demandons à l'ensemble des représentations régionales françaises du N.P.A, de permettre aux militants anti-capitalistes corses d'avoir une représentation internationale au sein de la future direction du N.P.A, limitée à la période précédant l'évolution du statut politique de la Corse.

Nous adressons nos salutations anti-capitalistes et anti-colonialistes à tous les camarades investis dans la construction du Nouveau Parti Anticapitaliste.

A MANCA NAZIUNALE